

OUEST CONSEILS

EXPERTISE COMPTABLE & AUDIT

Anaïg BARZIC
Pierre-Yves CORRE
Christophe GIOT
Paul GUILLOU
Michel JAOUEN
Mikaël ROCUET
Philippe VATTIER

*Experts-Comptables
Commissaires aux comptes*

ASSOCIATION PIMMS MEDIATION RENNES

47, AVENUE DES PAYS-BAS

BATIMENT LE QUADRI

35 200 RENNES

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

www.ouestconseils.bzh



OUEST CONSEILS BREST 6 rue Jacques Daguerre - CS 50127 - 29803 Brest Cedex 9 - Tél. 02 98 44 25 32 - Email : contactbrest@ouestconseils.fr
*Ouest Conseils Brest - S.A.R.L. au capital de 1 151 840 € - R.C.S. BREST 342 047 552 - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre du Conseil Régional de Bretagne
Société de commissariat aux comptes membre de la CRCC Ouest Atlantique*

BREST - QUIMPER - LORIENT - AURAY - VANNES - MUZILLAC



SOMMAIRE

1. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

2. RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**RAPPORT SUR
LES COMPTES ANNUELS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

Aux Membres de l'Association PIMMS MEDIATION RENNES,

▪ **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **Pimms Médiation Rennes** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

▪ **FONDEMENT DE L'OPINION**

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

▪ **OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note intitulée « Changement de méthode » de l'annexe aux comptes annuels concernant la première application du règlement comptable ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

.../...

▪ JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

▪ Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de l'Association.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

▪ RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la Convention Comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

▪ Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la Convention Comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Gouesnou, le 06 mai 2026

Société OUEST CONSEILS BREST
Commissaire aux Comptes

Mikaël ROCUET



Compte de Résultat 2/2

		31/12/2025	31/12/2024
Règlement ANC 2022-06			
RESULTAT D'EXPLOITATION		(172 345)	(17 406)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	7 123	9 020
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		7 123	9 020
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		7 123	9 020
RESULTAT COURANT avant impôts		(165 222)	(8 386)
	Produits exceptionnels		125 670
	Charges exceptionnelles		17 267
RESULTAT EXCEPTIONNEL			108 404
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		1 221	1 511
TOTAL DES PRODUITS		1 604 641	1 727 332
TOTAL DES CHARGES		1 771 083	1 628 826
EXCEDENT ou DEFICIT		(166 443)	98 506
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		4 697	4 514
TOTAL		4 697	4 514
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		4 697	4 514
TOTAL		4 697	4 514

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	6 348	6 196	152	416
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF IMMOBILISE	Installations techniques, mat. et outillage indus.	109 700	78 200	31 499	29 033
	Autres immobilisations corporelles				
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	11 846		11 846	11 608
	Prêts				
ACTIF IMMOBILISE	Autres immobilisations financières	11 772		11 772	11 115
	TOTAL (II)	139 665	84 396	55 269	52 172
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	211 473		211 473	508 609
	Créances reçues par legs ou donations				
ACTIF CIRCULANT	Autres créances	80 705		80 705	80 070
	Charges constatées d'avance	703		703	316
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	712 904		712 904	636 964
	TOTAL (III)	1 005 784		1 005 784	1 231 315
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
TOTAL ACTIF (I à VII)		1 145 450	84 396	1 061 053	1 283 486

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

11 772

11 115

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	787 579	689 072
	Excédent ou déficit de l'exercice	(166 443)	98 506
	Total des fonds propres (situation nette)	621 136	787 579
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	24 336	33 594
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	24 336	33 594
	Total des fonds propres	645 472	821 173
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	52 141	70 017
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	52 141	70 017
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	15 553	7 820
	Total des provisions	15 553	7 820
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 974	55 973
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	268 294	209 101
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2 310	51 757
	Produits constatés d'avance (1)	28 309	67 644
	Total des dettes	347 888	384 476
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	1 061 053	1 283 486
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(166 442,61)	98 506,38
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	347 888	384 476
	(2) Dont emprunts participatifs		

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 1 061 053 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 1 604 641 euros et un total charges de 1 771 083 euros, dégageant ainsi un résultat de -166 443 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2025 et finit le 31/12/2025.

Il a une durée de 12 mois.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels pour l'exercice ouvert du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Présentation de l'association

▪ **Objet social**

L'association a un double but :

- la mise en œuvre et le développement de services d'intérêt collectif
- la mise en œuvre de parcours professionnels pour des personnes issues ou non de zones urbaines sensibles de la ville de Rennes et de son agglomération.

▪ **Nature et périmètre des activités**

Les principaux domaines d'activités pris en charge par l'association sont notamment :

- le développement de la fonction d'agent de médiation, d'accueil, d'information, d'ambiance et de prévention répondant aux besoins spécifiques de chacun des adhérents situés sur le territoire considéré. La médiation est un acte de mise en relation entre l'usager et l'entreprise adhérente.
- toutes les activités nécessaires à l'étude, à la mise en place, à la réalisation, au développement et au suivi d'actions de formation ou de qualification entrant dans les domaines d'activités de l'association.
- la médiation sociale : « Processus de création et de réparation du lien social et de règlements des conflits de la vie quotidienne, dans lequel un tiers impartial et indépendant tente, à travers l'organisation d'échanges entre les personnes et les institutions, de les aider à améliorer une relation, ou de régler un conflit qui les oppose. »

Notre activité de médiation sociale est réalisée conformément à la norme métier XP X60-600 de médiation sociale et ses registres d'intervention.

Elle s'articule autour du processus de médiation décrit dans le projet associatif.

Référentiel comptable applicable et Principes généraux

▪ Référentiel comptable applicable

Le référentiel comptable applicable à l'association est le suivant :

- Plan Comptable Général,
- Règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2022-06 et 2018-06.

Le nouveau règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation du PCG et à la recodification du PCG est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025. Il n'entraîne pas de changement dans les méthodes comptables de l'entité, mais conduit à une réorganisation formelle de la présentation des règles comptables, sans incidence significative sur les comptes de l'exercice.

▪ Table de correspondance

Nature de poste	ANC n° 2015-01 31/12/2024	ANC n° 2022-06 31/12/2025
Provisions pour inv. Grosses réparations	157 100	152 500
Produits à recevoir	468 700	467 000
Formation - remboursement	758 100	628 900
Taxe - formation professionnelle	631 300	645 100
Aides sur emplois adulte relais	791 150	649 150
Aides sur emplois adulte cui pec	791 000	649 440
Subvention d'exploitation	740 000	741 000
Quote part subvention investissement virée au résultat	777 000	747 000

▪ Principes généraux

Les informations obligatoires mais non applicables ainsi que celles dont l'importance n'est pas significative ne sont pas présentées (PCG art. 831-1 s.).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base et conformément aux règles et méthodes générales d'établissement et de présentation des comptes annuels :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre,
- Indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement notoire susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes de l'exercice n'est à signaler.

Règles et méthodes comptables

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production si elles sont produites en interne.

L'ensemble des immobilisations est non décomposable. L'association ne dépassant pas les seuils du décret cité ci-après, la durée d'usage a été retenue pour le plan d'amortissement des immobilisations non décomposables (décret comptable, art. 8 modifié par le décret 2005-1757 du 30 décembre 2005 ; PCG art. 322-4-5, al. 2 introduit par le règlement 05-09 du CRC du 3 novembre 2005, arrêté du 26 décembre 2005, JO du 3 janvier 2006).

La valeur résiduelle des actifs n'étant pas significative et fiable, son montant n'est pas déduit de la valeur amortissable de l'immobilisation.

Les durées utilisées à ce jour sont les suivantes :

- Logiciel : 1 ans
- Installations & agencements divers : 10 ans
- Matériel de transport : 3 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 ans
- Mobilier de bureau : 3 à 7 ans

- **Immobilisations financières**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires / augmentée des frais accessoires.

Lorsque qu'il existe un indice de perte de valeur durable d'une immobilisation financière, une dépréciation est pratiquée par différence entre la valeur d'inventaire et la valeur brute. Cette analyse est faite individuellement et actualisée chaque année avec les éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes annuels.

▪ Stocks

L'inventaire physique des stocks de marchandises est réalisé à la clôture. Les stocks sont évalués selon la méthode du premier entré premier sorti. Les frais accessoires sont incorporés au prix d'entrée en stocks lorsqu'ils revêtent un caractère significatif.

Une dépréciation de stocks est comptabilisée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au coût d'entrée en stocks. Cette analyse est effectuée article par article ou par grandes familles lorsque cela est plus pertinent.

▪ Créances et dépréciations

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur probable de recouvrement est inférieure à la valeur comptable, c'est-à-dire lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement ou d'insolvabilité du débiteur.

Les créances présentant un espoir de recouvrement nul sont passées en pertes une fois tous les recours épuisés.

Engagements en matière d'indemnités de départ en retraite

L'association ne comptabilise pas ses engagements en matière d'indemnités de départ en retraite. Ces engagements sont évalués à : 11 031 € à la clôture.

Ces engagements sont évalués selon la méthode des flux actualisés dite « rétrospective prorata temporis », en retenant les critères suivants :

- taux de progression des salaires : 1 %,
- taux d'actualisation : 3.96 %,
- départ probable à l'âge de : 65 ans
- taux de rotation retenu : 1 %
- départ à l'initiative du salarié
- taux de charges sociales estimé à 50 %
- table de mortalité : TG 88/90.

Provision

La réserve d'investissement a été dotée à hauteur de 7 732 €. Au 31/12/2025, elle s'élève à 15 553 €.

Contributions volontaires

Les contributions volontaires sont valorisées et portées en compte de résultat. Elles sont détaillées dans les « Notes sur le compte de résultat » présentées en fin d'annexe.

Fiscalité

Les activités de l'association ne sont pas fiscalisées.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes comptabilisés au titre de l'exercice s'élève à 4 152 €.

Variation des Fonds Propres

Règlement ANC 2022-06	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	689 072	98 506			787 579
Excédent ou déficit de l'exercice	98 506	(98 506)		166 443	(166 443)
Situation nette	787 579			166 443	621 136
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	33 594			9 258	24 336
Provisions réglementées					
TOTAL	821 173			175 701	645 472

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Projet "Le Quadri"	70 017		17 877			52 141	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	70 017		17 877			52 141	

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	6 348					6 348
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 348					6 348
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers			8 152			8 152
	Matériel de transport	38 632		3 299			41 931
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	56 613		7 669		4 666	59 616
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	95 245		19 120		4 666	109 700
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	11 608		238			11 846
	Prêts et autres immobilisations financières	11 115		657			11 772
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	22 723		895			23 618
TOTAL		124 315		20 015		4 666	139 665

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	5 932	264		6 196
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 932	264		6 196
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers		32		32
	Matériel de transport	25 872	8 199		34 071
	Matériel de bureau, mobilier	40 340	8 422	4 666	44 097
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	66 212	16 654	4 666	78 200
TOTAL		72 144	16 918	4 666	84 396

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	7 820	7 733		15 553
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		7 820	7 733		15 553
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		7 820	7 733		15 553
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			7 733		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	11 772	11 772	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	211 473	211 473	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	6 042	6 042	
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	74 663	74 663	
	Charges constatées d'avance	703	703	
	TOTAL DES CREANCES	304 652	304 652	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	48 974	48 974		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	191 798	191 798		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	71 305	71 305		
	Impôts sur les bénéfices	1 221	1 221		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	3 970	3 970		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	2 310	2 310		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	28 309	28 309		
	TOTAL DES DETTES	347 888	347 888		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Effectif moyen

31/12/2025

Interne

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures	2
	Professions intermédiaires	
	Employés	47
	Ouvriers	
	TOTAL	49

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2025	31/12/2024
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
380 heures (temps membres actifs et présidente) évaluées à 11.88 €		4 514
395 heures (temps membres actifs et présidente) évalués à 11.88 €	4 697	
	4 697	4 514
Total	4 697	4 514
Répartition par nature de charges	31/12/2025	31/12/2024
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole	4 697	4 514
	4 697	4 514
Total	4 697	4 514

RAPPORT SPECIAL

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2025

Aux membres de l'Association Pimms Médiation Rennes

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

• **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

En application de l'article R.612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L.612-5 du Code du Commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Conventions antérieures, modifiées au cours de l'exercice

Les prestations de services suivantes ont été facturées par l'Association Pimms Médiation Rennes durant l'exercice clos au 31 décembre 2025 :

• PRESTATIONS KEOLIS	964 883 €
• PRESTATIONS LA POSTE	31 400 €
• SNCF	58 986 €
• SPL EBR	36 977 €
• SRTS - HANDISTAR	991 €
• Primes de panier KEOLIS	29 304 €
• Prestations facturables KEOLIS	9 930 €

.../...

Les participations reçues au titre des adhésions se sont élevées à 59 060 € et se décomposent comme suit :

	Adhésion de base	Plateau accueil	Service itinérant	Pimms Mobile	Total
Keolis	4 000,00	4 000,00			8 000,00
EDF	4 000,00	4 000,00		4 000,00	12 000,00
Engie	3 500,00	3 500,00			7 000,00
Rennes Métropole		15,00			15,00
Réseaux Louis Guilloux		15,00			15,00
Assoc rennaise centre sociaux			15,00		15,00
Maison des Aînés			15,00		15,00
Enedis	4 000,00	4 000,00			8 000,00
La poste					-
SNCF	4 000,00	4 000,00			8 000,00
srts handistar	4 000,00	4 000,00			8 000,00
spl eau du bassin	4 000,00	4 000,00			8 000,00
	27 500,00	27 530,00	30,00	4 000,00	59 060,00

La subvention comptabilisée au titre de la convention de partenariat EDF s'élève à 23 000 €.

L'Association a reçu de la part de ENGIE une subvention de 2 450 €.

A Gouesnou, le 06 mai 2026

**Société OUEST CONSEILS BREST
Commissaire aux Comptes**

Mikaël ROCUET